

RAPPORT 2014 SUR LES DROITS DE L'HOMME - BURUNDI

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La République du Burundi est une république constitutionnelle multipartite avec un gouvernement élu. La Constitution de 2005 établit un pouvoir exécutif dirigé par le président de la République, un pouvoir législatif exercé par le Parlement qui comprend deux chambres et un pouvoir judiciaire indépendant. En 2010, les électeurs ont réélu le président Pierre Nkurunziza et ont choisi une nouvelle Assemblée nationale (la chambre basse) lors d'élections boycottées par une coalition de 12 partis d'opposition. Les observateurs internationaux ont jugé que ces élections avaient été dans l'ensemble paisibles, et en général libres, équitables et bien gérées, bien qu'ils aient pris note de l'absence de concurrence pluraliste, des restrictions frappant la liberté d'expression et de réunion, et du recours injuste par le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD) au pouvoir aux installations et moyens financiers de l'État pendant les campagnes. Les autorités ont conservé un contrôle efficace des forces de sécurité. Les observateurs ont relevé que les militaires étaient en général professionnels et apolitiques, mais que le service de renseignement et la police avaient tendance à être influencés directement par le CNDD-FDD et disposés à répondre à ses attentes.

Dans ce que les critiques ont considéré comme un effort visant à marginaliser les partis de l'opposition avant les élections présidentielle, législatives et communales de 2015, les autorités ont arrêté des centaines de personnes et dénié aux groupes d'opposition politique, à la presse, aux organisations de la société civile et à d'autres leurs libertés constitutionnelles de réunion et d'association. Ces restrictions et une série d'actes de violence par les ailes de jeunes de plusieurs partis politiques ont contribué à créer un climat d'autocensure et de peur.

Les principales violations des droits de l'homme incluaient la non-observation généralisée du gouvernement des libertés d'expression, de la presse, de réunion et d'association, un système judiciaire extrêmement politisé et sans indépendance, et une corruption endémique.

D'autres violations fréquentes des droits de l'homme incluaient les exécutions extrajudiciaires et la torture des détenus, notamment des membres des partis d'opposition, des conditions de détention particulièrement dures, voire délétères, et la détention préventive prolongée des détenus, souvent sans accusation formelle. Certains journalistes et des membres de la société civile et d'organisations non gouvernementales (ONG) qui avaient critiqué le gouvernement et le CNDD-FDD ont fait l'objet de harcèlement et

d'intimidation. Des femmes et des filles ont subi des violences sexuelles et sexistes et souffert de la discrimination, et certaines ont été victimes de la traite. Il y a eu de la discrimination à l'égard de la communauté des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT), des personnes handicapées et des albinos. Les droits des travailleurs n'ont pas été respectés et il y a eu des cas de travail forcé des enfants.

La réticence de la police et des procureurs à mener des enquêtes et de poursuivre – et des juges à décider – des cas de corruption et de violation des droits de l'homme par les autorités ont créé un sentiment généralisé d'impunité pour les officiels du gouvernement et du CNDD-FDD. Dans de nombreux cas, la corruption ou des menaces ont contribué à la réticence des enquêteurs ou des fonctionnaires judiciaires à agir.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Il y a eu de nombreux rapports d'homicides arbitraires ou illégaux par le gouvernement ou ses agents, bien que leur nombre ait sensiblement baissé par rapport aux années précédentes.

Jusqu'en octobre, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a documenté quatre cas d'exécutions sommaires par des membres de la police, du Service national de renseignement (SNR), des forces armées et des autorités locales, contre 34 cas en 2013, 30 cas en 2012 et 61 cas en 2011. Selon le HCDH, cette baisse reflétait un changement majeur dans la pratique systématique des agents de police voyous.

Le 31 juillet, dans la province de Kayanza, un détenu est mort pendant sa garde à vue. Le rapport médical montrait qu'il avait été grièvement battu, voire torturé. À la fin de l'année, les autorités n'avaient toujours pas ouvert d'enquête ni arrêté aucun responsable.

Entre juillet et octobre, des cadavres sont apparus dans les eaux du lac Rweru, qui est coupé en deux par la frontière entre le Rwanda et le Burundi. Des pêcheurs ont dit avoir vu des dizaines de cadavres flottant dans le lac, certains attachés et enveloppés dans des sacs. Selon les pêcheurs, la majorité des corps était entrée dans le lac par le Nyabarongo et en était sortie par le Kagera. Quatre cadavres ont été repêchés et enterrés près du village de Kwidagaza dans la province de Muyinga au Burundi. Des pêcheurs vivant près de Kwidagaza ont raconté que dans la nuit du 21 au 22 septembre, des marines rwandais avaient

essayé de déterrer les corps, soi-disant pour les ramener au Rwanda. Le Rwanda et le Burundi ont demandé une enquête commune sur l'origine et l'identité des cadavres. Le 16 décembre, le ministre burundais des Affaires étrangères a accepté l'offre d'aide médico-légale faite par un groupe de pays par l'intermédiaire d'une ONG internationale dans le cadre d'une enquête diligentée par l'Union africaine. Des responsables rwandais ont également déclaré qu'ils étaient en faveur d'une enquête commune mais, à la fin de l'année, aucune n'avait été lancée.

b. Disparitions

Aucun rapt ou enlèvement pour motifs politiques n'a été signalé.

c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Bien que la Constitution et la loi interdisent ces pratiques, des informations ont fait état de cas où des responsables gouvernementaux y ont eu recours (voir la section 1.a). De janvier à octobre, le HCDH a documenté 57 cas de torture ou de mauvais traitements par des agents des forces de sécurité. Aucune information sur l'arrestation ou la condamnation de leurs auteurs n'était disponible. La plupart des victimes étaient des membres de partis de l'opposition. En 2013, le HCDH a documenté 122 cas de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; des agents de la police nationale étaient responsables de la plupart d'entre eux.

De janvier à octobre, le HCDH a documenté 19 cas de viols par des agents de l'État, y compris des enseignants. Par exemple, le 6 octobre, les autorités ont placé l'agent de police Daniel Nikuze en garde à vue pour viol. En 2013, le HCDH avait documenté 15 cas de viols et violences sexuelles par des agents de l'État.

Un rapport de Human Rights Watch (HRW) en date du 8 septembre documentait 24 cas d'exploitation et d'abus sexuel, y compris de viol, par des membres ougandais et burundais de la Mission de l'Union africaine en Somalie. Le gouvernement était convenu d'investiguer les allégations avec l'aide de sources internationales mais n'avait toujours rien fait à la fin de l'année.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les prisons étaient surpeuplées, et les conditions carcérales restaient très dures et parfois délétères. Les conditions dans les centres de détention administrés par le SNR et dans les cachots communaux administrés par la police étaient en

général pires que dans les prisons. Des cas de violence physique et d'isolement cellulaire prolongé ont été signalés.

Conditions matérielles : Le directeur de l'administration pénitentiaire de la Direction générale des affaires pénitentiaires a indiqué qu'au 8 octobre, 8 717 personnes étaient détenues dans les 11 prisons du pays qui avaient été construites avant 1965 pour en héberger 4 050. Sur les 8 717 prisonniers, il y avait 181 femmes, 78 mineurs condamnés, 114 mineurs en détention préventive et 71 enfants de moins de trois ans qui vivaient avec leur mère emprisonnée. On ne disposait pas d'informations sur le nombre des personnes détenues dans les centres de détention administrés par le SNR ou dans les cachots communaux administrés par la police.

Il existait un quartier séparé pour les femmes dans chaque prison. En général, les conditions y étaient meilleures que dans les quartiers des hommes. Par exemple, les prisonnières recevaient des rations gratuites de charbon de bois et davantage d'aide de la part des ONG, qui leur fournissaient notamment du savon. Une petite prison dans la province de Ngozi était réservée aux femmes. Les prisonniers mineurs étaient détenus dans les mêmes établissements que les adultes. Les autorités avaient remis en état 10 des 11 prisons du pays afin d'y aménager des quartiers séparés pour les mineurs mais, du fait du surpeuplement, elles y laissaient aussi souvent des adultes. En général, les mineurs étaient détenus avec les adultes dans les centres de détention et les cachots communaux. Les détenus qui attendaient d'être jugés étaient couramment incarcérés avec les prisonniers condamnés.

Selon des responsables gouvernementaux et des observateurs internationaux de la situation des droits de l'homme, les prisonniers souffraient de maladies digestives et du paludisme. On ne sait combien étaient morts de maladies. Chaque prisonnier est censé recevoir une ration de 350 grammes de manioc et 350 grammes de haricots chaque jour. Certains jours, les rations incluaient aussi de l'huile et du sel. Les familles et les amis devaient verser de l'argent pour toutes les autres dépenses. Tous les prisonniers avaient accès à de l'eau potable. Bien que chaque prison ait au moins un infirmier qualifié et reçoive la visite d'un médecin au moins une fois par semaine, les prisonniers n'ont pas toujours reçu rapidement des soins médicaux. Les détenus souffrant de problèmes graves étaient transférés dans les hôpitaux locaux. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) était l'unique fournisseur de médicaments.

Administration pénitentiaire : La tenue des registres sur les prisonniers était adéquate, il y avait des médiateurs dans le système carcéral qui pouvaient répondre aux plaintes des prisonniers, et les prisonniers ainsi que les détenus pouvaient recevoir des visites. En 2012, le gouvernement a révisé le Code pénal

pour ajouter les travaux d'intérêt général au nombre des peines possibles. Les autorités accordaient aux prisonniers leurs droits de pratique religieuse. Elles les autorisaient à déposer des plaintes auprès des autorités judiciaires sans être censurés ; toutefois, les autorités ont rarement donné suite à ces plaintes.

A la différence de l'année précédente, il n'a pas été signalé de cas de mutinerie dans les prisons. En 2013, les prisonniers s'étaient mutinés pour protester contre l'augmentation des pots-de-vin en nourriture imposée par les « capas » (les chefs des prisonniers qui dirigent ce qui se passe à l'intérieur des prisons et prélèvent des « impôts » sous forme d'une partie des rations alimentaires des détenus).

Surveillance par des organisations indépendantes : Pendant l'année, le gouvernement a autorisé toutes les visites demandées par les représentants d'associations internationales et locales de défense des droits de l'homme, y compris le CICR. Les inspecteurs se sont rendus régulièrement dans toutes les prisons, les cachots communaux et les centres de détention du SNR. Les groupes de surveillance ont eu un accès libre et complet aux prisonniers.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La Constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires, mais le gouvernement n'a pas respecté ces interdictions.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

La police nationale, qui relève du ministère de la Sécurité publique, est chargée de l'application de la loi et du maintien de l'ordre dans le pays. Les forces armées, qui relèvent du ministère de la Défense, sont responsables de la sécurité extérieure, mais elles ont aussi certaines responsabilités dans le domaine de la sécurité intérieure. Le SNR, qui rend directement compte au président, a des pouvoirs d'arrestation et de détention. La police, le SNR, les forces armées, et les forces de l'ordre locales ont commis des violations des droits de l'homme.

La Constitution prévoit la présence d'un nombre égal de Hutus et de Tutsis dans les forces armées, la police et le SNR pour éviter que l'un de ces groupes n'ait un pouvoir disproportionné qu'il pourrait utiliser contre l'autre. L'intégration formelle (avec une supervision et une assistance internationales) des Hutus dans l'armée auparavant dominée par les Tutsis a commencé en 2004 et elle est pratiquement terminée, mais l'intégration de la police n'est pas encore terminée.

En général, les policiers étaient mal entraînés, mal équipés, mal payés et sans conscience professionnelle. Une grande partie de la population les considérait

comme corrompus, acceptant des pots-de-vin et souvent impliqués dans des affaires criminelles. La Brigade anti-corruption, sous la tutelle du cabinet du président, est chargée des enquêtes sur la corruption des policiers.

Environ 75 % des policiers étaient d'anciens rebelles ; 85 % avaient reçu une formation rudimentaire à leur recrutement, sans formation ultérieure pendant les cinq dernières années, et 15 % n'avaient pas reçu de formation du tout. Les salaires étaient peu élevés et la corruption à petite échelle était donc généralisée. Par exemple, selon la Brigade anti-corruption, un chauffeur de camion ou d'autocar était en général obligé de payer des pots-de-vin pour un total d'environ 19 500 francs burundais (12,50 dollars É-U) à des barrages routiers et « postes d'inspection des véhicules » de la police installés de manière arbitraire sur les quelque 150 km de la route entre Bujumbura et Makamba.

Selon le public, la police était extrêmement politisée et elle faisait ce que demandait le CNDD-FDD. Des policiers ont empêché des citoyens d'exercer leurs droits civils et ont été impliqués dans des actes de torture, des assassinats et des exécutions extrajudiciaires. La réticence générale des pouvoirs publics et leur lenteur à mener des enquêtes et poursuivre ces cas ont créé un sentiment généralisé d'impunité et de politisation de la police.

La communauté internationale a joué un rôle important dans la fourniture, à l'École nationale de police, d'un enseignement sur les droits de l'homme, le code de conduite et la police de proximité.

Le président, en collaboration avec son cabinet, a réinstauré les comités mixtes de sécurité dans toutes les villes et tous les villages du pays. Ces comités, composés de membres des gouvernements locaux, des services de sécurité et de simples citoyens, étaient censés jouer un rôle consultatif auprès des décideurs locaux et signaler les nouvelles menaces et les incidences de criminalité aux élus locaux. Certaines ONG se sont dites inquiètes de ce que ces comités aient permis à Imbonerakure, l'aile jeunesse du parti CNDD-FDD au pouvoir, de jouer un rôle important dans la police locale et de mettre le parti gouvernemental en mesure de harceler et d'intimider les membres de l'opposition au niveau local.

Les forces armées, que les observateurs considéraient en général comme étant professionnelles et politiquement neutres, ont une Inspection générale qui enquête sur les allégations de prévarication par des militaires.

Le pays a fourni des forces de maintien de la paix à la Mission de l'Union africaine en Somalie depuis 2008. La communauté internationale a joué un rôle important dans l'entraînement des forces armées et offert régulièrement une

formation sur le droit international humanitaire et sur la lutte contre les violences sexuelles et sexistes aux soldats affectés à la mission en Somalie (voir la section 1.c).

Le SNR est une force de 200 personnes dont les responsabilités concernent la sécurité extérieure et intérieure. Il s'est montré raisonnablement efficace dans ses enquêtes sur ceux que le gouvernement considérait comme des terroristes, y compris certains dirigeants de partis d'opposition et leurs partisans. De nombreux Burundais considéraient que le SNR était fortement politisé et faisait ce que demandait le CNDD-FDD. Selon des ONG, des responsables du SNR auraient été associés à Imbonerakure dans des actes de torture et des exécutions sommaires.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

Pour arrêter une personne, la police doit avoir un mandat signé par un magistrat en fonction mais elle peut aussi le faire sans mandat après avoir notifié un superviseur à l'avance. Les policiers disposent de sept jours pour finir leur enquête et présenter les suspects devant un magistrat, mais ils peuvent demander sept jours de plus s'ils ont besoin de davantage de temps pour leur enquête. La police a rarement respecté ces dispositions et elle a régulièrement violé l'obligation d'inculper les prévenus et de les faire comparaître devant un magistrat dans les sept jours suivant leur arrestation.

Un magistrat peut ordonner la libération des suspects ou confirmer les chefs d'accusations et prolonger la détention, tout d'abord pour 14 jours, puis pour sept jours de plus si cela est nécessaire pour préparer le dossier pour le procès. Il était rare que les magistrats organisent des audiences préliminaires, alléguant souvent le grand nombre d'affaires en attente ou la documentation incorrecte fournie par la police. Toutefois, c'est le manque de moyens de transport pour les suspects, les policiers et les magistrats qui était cité le plus souvent pour expliquer l'absence d'audiences préliminaires. Cela posait un problème particulier dans les six provinces qui n'ont pas de prisons, car le manque de moyens de transport a empêché le transfert des suspects de leur lieu de détention jusqu'à un tribunal provincial compétent.

La police a le pouvoir de mettre les suspects en liberté provisoire sous caution mais elle l'a rarement fait. Les suspects ont le droit d'engager les services d'un avocat à leurs propres frais dans les affaires pénales, mais la loi ne requiert pas, et les pouvoirs publics ne fournissent pas, les services d'un avocat commis d'office aux frais de l'État pour les indigents. La loi interdit la détention au secret, mais il y en aurait eu des cas. Les autorités ont parfois refusé aux membres de la famille l'accès rapide aux prisonniers.

Arrestations arbitraires : Selon le HCDH, la police, le personnel du SNR et les autorités locales auraient procédé à 583 arrestations arbitraires entre janvier et octobre. Environ 123 personnes appréhendées étaient liées à des groupes de l'opposition ou préparaient des rapports sur les activités du gouvernement (voir section 1.e).

Par exemple, les 8 et 9 mars, à Bujumbura, la police a arrêté plus de 70 personnes, en majorité des membres ou partisans du parti de l'opposition Mouvement pour la solidarité et la démocratie (le MSD). Selon HRW, la première vague d'arrestations a eu lieu le 8 mars, quand la police a arrêté 22 personnes qui faisaient leur footing dans la capitale et s'étaient joint à une manifestation de la Journée internationale de la femme. La police a allégué que c'étaient des membres du MSD qui utilisaient leur exercice du samedi matin comme excuse pour manifester sans autorisation ; des agents de l'État ont avancé que les membres du MSD préparaient une insurrection. Des cars de police ont ensuite bloqué les rues et les policiers ont utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants. Des jeunes du MSD ont pris deux policiers en otage et les ont gardés au siège du parti pendant plusieurs heures. Selon HRW, après l'échec des tentatives de représentants d'une organisation locale de défense des droits de l'homme, des Nations Unies et de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme pour négocier la libération des policiers, la police « a donné l'assaut au bâtiment, utilisant des gaz lacrymogènes et tirant à balles réelles. Au moins neuf membres du MSD et plusieurs policiers ont été blessés ». La police a ensuite arrêté au moins 17 autres personnes au siège du MSD et 28 autres le lendemain, le 9 mars. Leur procès a eu lieu en mars (voir section 1.e).

Détention provisoire : Les détentions provisoires prolongées ont continué de poser un grave problème. La loi dispose que les autorités ne peuvent garder une personne en détention plus de 14 jours sans l'inculper. Au 20 octobre, selon le directeur de l'administration pénitentiaire, 53 % des détenus se trouvant dans les prisons et les centre de détention étaient en détention préventive. La durée moyenne de la détention préventive était d'un an et certains détenus n'avaient pas été informés des accusations à leur encontre. Certaines personnes sont restées en détention préventive pendant près de cinq ans. Dans certains cas, la durée de la détention préventive égalait ou dépassait la peine pour le crime présumé. L'inefficacité et la corruption de la police, des procureurs et des responsables judiciaires ont contribué au problème. Par exemple, le droit à la libération basée sur l'engagement personnel d'un grand nombre de gens n'a pas été respecté parce que les magistrats du ministère public avaient tout simplement omis d'ouvrir des dossiers des affaires ou parce que des responsables chargés des poursuites et des procédures judiciaires n'arrivaient

pas à trouver les dossiers. D'autres ont été détenus sans mandat de dépôt correct soit parce que la police n'avait ni terminé l'enquête initiale ni transmis le dossier au magistrat approprié soit parce que le magistrat n'avait pas convoqué l'audience requise pour se prononcer sur les accusations.

Le 15 mai, les forces de sécurité ont arrêté Pierre-Claver Mbonimpa, un avocat et défenseur des droits de l'homme, et l'ont accusé de mettre en danger la sécurité de l'État et d'utiliser de faux papiers (voir les sections 2.a et 5). Pendant qu'il attendait son procès, il a demandé à examiner les dossiers de codétenus, pensant que certains pourraient bénéficier de l'amnistie présidentielle (voir section 1.d. Amnistie). Pendant ses deux premiers mois d'emprisonnement, Mbonimpa a facilité la libération de quelque 50 détenus. Certains ont reçu des peines d'une durée inférieure au temps qu'ils avaient passé en prison avant leur procès ; d'autres ont bénéficié de l'amnistie présidentielle mais sont restés en prison du fait du manque de coordination de la bureaucratie. Plus de 20 femmes étaient emprisonnées pour cause de prostitution bien que la prostitution ne soit passible que d'une amende. Le travail de Mbonimpa a réduit le surpeuplement carcéral et les autorités l'ont autorisé à créer une équipe de collègues emprisonnés pour examiner les dossiers d'autres prévenus.

Amnistie : En juillet, le président a décrété un pardon général pour bonne conduite aux prisonniers qui avaient servi plus de 20 ans d'une condamnation à vie ou une partie d'une condamnation de 5 ans. En novembre, 1 434 prisonniers ont été libérés.

e. Dénier de procès équitable et public

Bien que la Constitution et la loi prévoient l'indépendance du pouvoir judiciaire, il y a eu des cas où des membres du système judiciaire ont été influencés par le pouvoir politique ou ont accepté des pots-de-vin pour suspendre des enquêtes et des poursuites, déterminer d'avance l'issue d'un procès ou ne pas exécuter les arrêts des tribunaux. Des responsables du système judiciaire, y compris le président de la Cour Suprême qui est responsable de poursuivre les affaires pénales et de corruption de haut niveau et de statuer sur celles-ci, ont fait l'objet de menaces directes et indirectes de la part de personnes nommées dans les affaires ou de leurs alliés politiques.

Selon des allégations, le parquet aurait obstinément fait la sourde oreille aux appels l'exhortant à enquêter sur de hauts responsables des services de sécurité et de la police nationale. De graves irrégularités ont mis en question l'impartialité et la crédibilité des procès (voir section 1.2, Prisonnier et détenus politiques).

Procédures applicables au déroulement des procès

Légalement, les accusés sont présumés innocents. Des panels de juges conduisent les procès en public. Les accusés ont le droit d'être informés dans les plus brefs délais et d'une manière détaillée des chefs d'accusation retenus contre eux et d'avoir gratuitement les services d'un interprète en cas de besoin ; toutefois, ce droit n'a pas toujours été respecté. Les accusés ont droit à un procès équitable dans un délai raisonnable et le droit de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de leur défense, mais cela n'a pas toujours été le cas. Les accusés ont le droit d'avoir un avocat, mais pas aux frais de l'État, même dans les cas d'accusations de crimes graves. Peu d'accusés avaient un avocat parce que rares étaient ceux qui avaient les moyens de payer les services de l'un des 131 avocats inscrits sur le Tableau de l'Ordre des avocats du pays. Certaines ONG locales et internationales ont fourni une aide juridique, mais elles ne pouvaient pas le faire dans tous les cas. Les accusés ont le droit de se défendre eux-mêmes, y compris le droit d'interroger les témoins à charge, de faire comparaître leurs propres témoins et d'examiner les preuves détenues contre eux. Ils peuvent aussi fournir leurs propres preuves et ils l'ont fait dans la majorité des cas. Ils ont également le droit de ne pas être obligés à témoigner ou à avouer leur culpabilité. La loi applique ces droits à tous les citoyens.

Tous les accusés, à l'exception de ceux jugés par des tribunaux militaires, ont le droit d'interjeter appel auprès de la Cour Suprême. Toutefois, l'inefficacité de l'appareil judiciaire a fait durer la procédure d'appel pendant longtemps, dans de nombreux cas pendant plus d'un an.

Les procédures sont semblables dans les tribunaux civils et militaires, mais, en général, les tribunaux militaires ont pris des décisions plus rapidement. L'État ne fournit pas d'avocats aux accusés militaires pour les aider à se défendre, mais des ONG ont fourni des avocats à certains accusés dans des cas portant sur des accusations graves. En général, les procès militaires sont ouverts au public, mais ils peuvent se tenir à huis clos lorsque les circonstances l'exigent, comme pour des raisons de sécurité nationale ou lorsque la publicité risque de nuire à la victime ou à un tiers, comme dans les cas de viol ou de maltraitance d'enfants. Dans les tribunaux militaires, les accusés ont le droit de faire appel une fois seulement.

Prisonniers et détenus politiques

Le HCDH a estimé à 123 le nombre des prisonniers et détenus politiques, y compris les 71 jeunes MSD arrêtés en mars. Le gouvernement a nié détenir des personnes pour des raisons politiques.

En mars, les autorités ont jugé les 71 jeunes MSD arrêtés après une violente confrontation avec la police (voir la section 1.d). Selon HRW, la plupart des détenus ont été accusés de « rébellion, insultes et actes de violence à l'encontre d'agents des forces de l'ordre, coups et blessures, et participation à un mouvement insurrectionnel ». Vingt-et-un des 71 inculpés ont reçu des peines de réclusion à vie, 10 des peines de 10 ans d'emprisonnement, 15 des peines de 5 ans, 22 ont été acquittés et trois mineurs ont reçu des peines de 3 ans. Selon le rapport de juillet d'Amnesty International (AI), le procès « n'a pas du tout respecté les normes d'un procès équitable, les accusés n'ayant notamment pas pu présenter leur défense ». Les accusés ont fait l'objet d'un procès de masse, qui est illégal dans le pays, et le procès a été invraisemblablement rapide, se terminant en trois semaines. À une audience du 22 septembre, durant laquelle les avocats de la défense ont interjeté appel au motif que les peines étaient trop lourdes, le procureur a rétorqué que lui aussi ferait appel, disant que les peines, notamment les acquittements, étaient trop légères. Étonnamment, le procès en appel s'est déroulé le 27 octobre à la prison de Mpimba en présence d'observateurs internationaux et locaux et de membres de la presse. Peu de temps après, le tribunal a décidé de reporter l'audience relative à l'appel.

Les autorités carcérales n'ont pas traité ces 71 prisonniers différemment des autres et les organisations internationales humanitaires et des droits de l'homme ont régulièrement eu accès à eux.

Procédures et recours judiciaires au civil

Les personnes et les organisations peuvent déposer des recours civils en cas de violations des droits de l'homme, mais elles n'ont pas le droit de faire appel devant un tribunal régional ou international.

f. Ingérences arbitraires dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La Constitution et la loi prévoient le droit au respect de la vie privée et exige des mandats de perquisition, mais les autorités n'ont pas toujours respecté ces droits.

L'appartenance à un parti politique agréé est souvent requise pour obtenir ou conserver un emploi dans la fonction publique et jouir des avantages tirés de ces postes, comme des indemnités de transport, des logements de fonction, l'eau et l'électricité gratuits, une exonération de l'impôt sur le revenu et des prêts sans intérêt.

Section 2. Respect des libertés individuelles, notamment :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

La Constitution et la loi garantissent la liberté d'expression et la liberté de la presse, mais le gouvernement n'a pas toujours respecté ces droits.

Liberté d'expression : La loi protège les fonctionnaires et le président contre les « paroles, gestes, menaces ou écrits quelconques » de caractère « injurieux ou diffamatoire » ou de nature à « porter atteinte à la dignité ou au respect de la fonction dont ils sont investis ». La loi interdit également les propos motivés par la haine raciale ou ethnique. L'outrage au chef de l'État est puni d'une peine de prison de six mois à cinq ans et d'une amende de 10 000 à 50 000 francs burundais (6,40 à 32 dollars É-U). Certains journalistes, avocats, membres d'ONG et dirigeants de partis politiques et de la société civile ont affirmé que le gouvernement utilisait cette loi pour les intimider et les harceler (voir sections 1.d et 3).

Par exemple, le 14 septembre, dans la province de Ruyigi, les forces de sécurité ont arrêté un journaliste de la presse parlée d'une importante station radio de l'opposition, la Radio Publique Africaine, pour censément avoir insulté le gouverneur de la province. Elles l'ont libéré le lendemain sans l'avoir inculpé.

Libertés de la presse : L'État était propriétaire et administrateur du seul quotidien du pays, *Le Renouveau*, et de la Radio Télévision Nationale du Burundi, la seule station de radio et de télévision diffusant sur tout le territoire national. La loi interdit aux partis politiques, aux syndicats et aux ONG étrangères d'être propriétaires de médias et elle interdit aux médias de répandre des messages de « haine » ou d'utiliser un langage injurieux ou diffamatoire à l'encontre des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions officielles de nature à porter atteinte à la dignité ou au respect de la fonction publique.

En 2013, le gouvernement a promulgué une loi sur les médias qui oblige les journalistes à révéler leurs sources dans certains cas et interdit la publication d'articles qui porteraient atteinte à la sécurité nationale. Les sujets interdits incluent notamment la défense nationale, la sécurité publique, la sûreté de l'État, la monnaie locale, le secret de la vie privée, les enquêtes judiciaires au stade pré-juridictionnel, les calomnies et les outrages et injures à l'endroit du chef de l'État. Les peines comprennent des amendes qui sont bien supérieures aux moyens financiers des journalistes et de la plupart des agences de presse et sont disproportionnées par rapport aux amendes imposées pour des infractions similaires. Le Conseil national de la communication (CNC), l'organisme public qui supervise le respect des lois sur les médias, peut fermer les organes qui violent la nouvelle loi. Reporters sans frontières, qui a milité pendant des mois

contre cette loi, a décrit sa promulgation le 4 juin comme « une journée noire pour la liberté de l'information au Burundi » en ajoutant qu'elle ramène le pays plus de vingt ans en arrière.

Pendant l'année, le CNC a examiné tous les projets ou propositions de loi relatifs à la presse et il a imposé des sanctions à des médias qui, selon lui, violaient la loi. Si le CNC n'avait pas les ressources nécessaires pour mener des enquêtes et n'a pas intenté de poursuites judiciaires, il a soumis des affaires au procureur général de la province appropriée et a exercé son pouvoir pour suspendre les médias ou réprimander les journalistes qu'il considérait comme ayant violé la loi.

Pendant l'été, le gouvernement a menacé de fermer toute station de radio qui couvrirait l'arrestation et le procès de l'activiste des droits de l'homme, Mbonimpa (voir sections 1.d et 5). Le gouvernement a également mis les médias en garde contre l'utilisation de la voix de Mbonimpa à la radio et de sa photo dans la presse écrite. Plusieurs stations indépendantes ont continué de couvrir l'affaire Mbonimpa et de jouer une chanson populaire en langue Kirundi le soutenant. Les autorités n'ont pris aucune mesure contre la station pro-gouvernementale Radio REMA FM qui critiquait Mbonimpa chaque jour dans ses émissions.

Violence et harcèlement : Des journalistes enquêtant sur des sujets controversés comme la corruption et les violations des droits de l'homme ont signalé avoir reçu des menaces de la part de membres de la police, du SNR et du CNDD-FDD.

Des journalistes ont été poursuivis en justice pour avoir couvert des allégations que des groupes armés de jeunes Burundais recevaient une formation militaire en République démocratique du Congo (DRC).

Censure ou restrictions relatives au contenu : Le gouvernement a censuré les médias et sanctionné les journalistes qui avaient diffusé des informations critiquant des fonctionnaires et le président. Une interprétation large des lois contre la diffamation, les propos haineux et la trahison, conjointement avec la nouvelle loi de 2013 sur les médias, a créé un climat qui favorisait un grand degré d'autocensure.

Lois sur la diffamation/Sécurité nationale : Les lois sur la diffamation interdisent la distribution publique d'informations qui exposent une personne au « mépris public » et elles prévoient des peines de prison et des amendes. Le crime de trahison, qui comprend le fait de participer sciemment à une entreprise de démoralisation de l'armée ou de la population dans le but de nuire à la

défense nationale en temps de guerre, est puni d'une peine criminelle de réclusion à perpétuité. C'est un crime de répandre ou publier sciemment de faux bruits de nature à alarmer la population ou à l'exciter contre les pouvoirs publics ou à promouvoir la guerre civile. Il est illégal d'exposer des dessins, affiches, photographies et autres objets de nature à troubler l'ordre public. Les peines vont de deux mois à trois ans de prison avec ou sans amendes. Des journalistes, avocats et leaders de partis politiques, d'associations de la société civile et d'ONG ont déclaré que le gouvernement avait utilisé ces lois pour les intimider et les harceler.

Au printemps, dans la province de Bubanza, les autorités ont accusé deux journalistes de mettre en danger la sécurité de l'État après qu'ils ont rapporté que le CNDD-FDD distribuait des armes aux membres de son aile jeunesse, Imbonerakure. S'ils n'ont pas été placés en détention, ils ont dû se présenter régulièrement au tribunal pendant l'été et l'automne. Leur procès a commencé en octobre ; s'ils sont reconnus coupables, ils risquent des peines de un à deux ans de prison. L'affaire a causé un renforcement de l'autocensure dans les autres stations, et notamment à la Radio Publique Africaine.

Liberté de l'usage de l'Internet

Le gouvernement n'a pas imposé de restrictions à l'accès à l'Internet et aucun rapport crédible de surveillance par les autorités du courrier électronique ou des cybersalons n'a été signalé. Selon une estimation de 2103 de l'Union internationale des télécommunications, 1,3 % de la population se servait de l'Internet.

Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Le gouvernement n'a pas imposé de restrictions sur la liberté d'enseignement ou les manifestations culturelles.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

Liberté de réunion

La Constitution et la loi prévoient la liberté d'association mais le gouvernement a considérablement limité cette liberté (voir section 1.d). La loi exige des partis politiques et des groupes importants qu'ils notifient le gouvernement avant une réunion mais, même après avoir été notifiées, les autorités ont refusé aux membres de l'opposition la permission de se réunir et lorsqu'ils l'ont fait, elles les ont quelquefois fait disperser. Dans son rapport de juillet, AI disait que « les

autorités refusent systématiquement et arbitrairement la permission aux groupes d'organiser des réunions et des démonstrations ayant souvent pour but d'examiner ou d'exprimer des inquiétudes quant aux développements politiques ou à la responsabilité de l'État en matière de droits de l'homme ».

Entre janvier et septembre, le HCDH a documenté 42 cas de restriction par le gouvernement de la liberté de réunion et d'association pacifiques. Les partis de l'opposition ont été victimes de ces restrictions 35 fois, l'Ordre des avocats burundais 2 fois, la société civile 4 fois et le syndicat des journalistes une fois.

En juillet, l'aile de l'opposition Union pour le Progrès national (UPRONA) a déclaré que le gouvernement n'avait pas reconnu une réunion programmée de son comité central à son siège (voir section 3). Agissant sur les ordres du ministère de l'Intérieur, la police a empêché les membres du parti d'entrer dans leur bâtiment et les a forcés à se rendre dans un stade de football proche. Par opposition, lorsque l'aile du parti reconnu par le gouvernement a organisé une assemblée générale deux semaines plus tard, d'importantes forces de police étaient rassemblées pour protéger le parti reconnu. Après d'importantes plaintes internationales et diplomatiques, le ministère de l'Intérieur a répondu qu'il y avait eu malentendu entre les décideurs et les acteurs.

En juin, la coalition d'organisations de la société civile, Forum pour le renforcement de la société civile (FORSC), a essayé d'organiser une manifestation pacifique pour montrer son soutien à Mbonimpa (voir sections 2.a et 5). Le FORSC a rempli tous les papiers nécessaires mais le maire de Bujumbura a refusé la demande, la jugeant « insurrectionnelle ». Après avoir reçu et examiné le recours en appel du FORSC, le ministère de l'Intérieur a déclaré qu'il n'autoriserait jamais la manifestation. Le FORSC a porté plainte en justice et le tribunal a entendu les exposés introductifs en novembre ; l'affaire se poursuivait à la fin de l'année.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le Rapport du Département d'État sur la liberté de religion dans le monde à l'adresse suivante : www.state.gov/religiousfreedomreport/.

d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et personnes apatrides

La Constitution et la loi prévoient la liberté de circulation à l'intérieur du pays, celle de se rendre à l'étranger, d'émigrer et de revenir au Burundi et le gouvernement a généralement respecté ces droits. Il a coopéré avec le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres

organisations humanitaires pour fournir protection et assistance aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, aux réfugiés, aux réfugiés de retour au pays, aux demandeurs d'asile, aux apatrides et aux autres personnes en situation préoccupante.

Circulation à l'intérieur du pays : Les autorités ont fortement encouragé la population à participer à des projets de travaux communautaires tous les samedis matins et imposé des restrictions concernant les déplacements entre 8 h30 et 10 h30. Il fallait avoir une autorisation pour quitter sa propre communauté pendant ces heures et la police a établi des barrages routiers pour faire respecter ces restrictions. Il était possible d'obtenir des dérogations à l'avance. Tous les résidents étrangers étaient exemptés.

Exil : La loi ne prévoit pas l'exil forcé, et le gouvernement n'y a pas eu recours. Plusieurs leaders des partis politiques qui avaient boycotté les élections de 2010 étaient revenus dans le pays, mais d'autres étaient toujours en exil volontaire parce qu'ils craignaient pour leur vie.

Émigration et rapatriement : Entre août 2013 et le 30 juin, le gouvernement tanzanien a rapatrié par la force quelque 45 000 burundais qu'il avait déclaré « étrangers clandestins ». En octobre 2013, sous la pression de la communauté diplomatique, il a ralenti le rythme des déportations mais sans complètement y mettre fin. L'Organisation internationale pour les Migrations a modernisé ou créé des centres de transit dans les provinces de Makamba, Rutana, Ruyigi, et Muyinga ; ils ont officiellement été fermés à la mi-novembre.

Personnes déplacées à l'intérieur du pays

Du fait des périodes successives de guerre civile et de troubles qui ont commencé en 1972, il y avait environ 80 000 PDIP dans 120 sites répartis à travers tout le pays, estimait le HCR en 2013. Certaines ont cherché à rentrer dans leurs villages d'origine, mais la majorité d'entre elles sont revenues dans les sites ou se sont installées dans des centres urbains. En général, le gouvernement a autorisé les PDIP à être incluses dans les activités du HCR et d'autres organisations humanitaires destinées aux réfugiés rapatriés, comme des programmes d'aide juridique et d'aide au logement.

Protection des réfugiés

Accès à l'asile : La loi prévoit l'octroi du statut de demandeur d'asile ou de réfugié et le gouvernement a un mécanisme de protection des réfugiés.

Quelque 47 000 réfugiés congolais restaient dans le pays, la poursuite des violences en RDC les empêchant de retourner chez eux. Le Burundi leur a offert la sécurité relative de camps, mais le gouvernement n'a pas prévu l'intégration locale de la majorité d'entre eux, arguant du fardeau que cet effort imposerait sur la terre et l'emploi. Des efforts visant à réinstaller les réfugiés congolais dans d'autres pays ont été lancés pendant l'année.

Emploi : Les réfugiés ont le droit de travailler sauf dans l'armée, la police et le système judiciaire.

Personnes apatrides

La citoyenneté s'acquiert par la filiation. D'après les statistiques du HCR, il y avait quelque 1 400 apatrides dans le pays à la fin 2012. Ils étaient tous originaires d'Oman et attendaient que le gouvernement omanais leur fournisse une preuve de citoyenneté. Ils vivaient au Burundi depuis des décennies. Le gouvernement leur a offert la nationalité burundaise s'ils ne pouvaient pas obtenir la nationalité omanaise.

Section 3. Respect des droits politiques : droit des citoyens à changer de gouvernement

La loi dispose que les citoyens ont le droit de changer leur gouvernement par le biais d'élections libres et justes au suffrage universel. Les citoyens ont exercé ce droit lors des élections présidentielles, législatives et communales de 2010. Le 7 mars, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a cependant mis le pays en garde contre « tout durcissement des restrictions des droits politiques et civils avant les élections de 2015 » à la suite d'une série d'actes de violence commis par l'aile Imbonerakure du parti au pouvoir et de perturbations des réunions publiques organisées par les partis de l'opposition.

Dans son rapport de juillet, *Locked Down : A Shrinking of Political Space (Verrouillage: le rétrécissement de l'espace politique)*, AI a documenté les efforts faits par le gouvernement pour harceler et intimider les partis de l'opposition avant les élections présidentielles, législatives et communales de 2015. Il disait que « les autorités refusent systématiquement et arbitrairement la permission aux groupes d'organiser des réunions et des manifestations » et que le gouvernement « avait refusé aux groupes d'opposition politique, à la presse, à l'Ordre des avocats burundais et aux organisations de la société civile leurs libertés constitutionnelles de réunion et d'association pacifiques ».

Élections et participation à la vie politique

Élections récentes : En 2010, le gouvernement a organisé cinq scrutins séparés : les élections communales (en mai), l'élection présidentielle (en juin), l'élection des membres de l'Assemblée nationale (en juillet) et du Sénat (en juillet) et les élections collinaires (en septembre). Aux élections communales, la participation électorale a dépassé les 90 %. Après ce scrutin, une coalition de 12 partis a retiré ses candidats et boycotté les quatre scrutins suivants. Suite à ce retrait des partis de l'opposition, le candidat du CNDD-FDD à la présidence, Pierre Nkurunziza, est resté seul en lice et le CNDD-FDD a remporté la majorité absolue à l'Assemblée nationale et au Sénat.

La mission d'observation électorale de l'UE, qui observait les cinq scrutins, a fait remarquer que l'élection présidentielle et les élections communales s'étaient déroulées de manière pacifique dans l'ensemble et avaient généralement été bien gérées par la Commission électorale indépendante. Toutefois, elle a précisé que l'environnement politique et électoral avait été caractérisé par le recours injuste du CNDD-FDD aux installations et moyens financiers du gouvernement pendant les campagnes, l'absence de concurrence pluraliste et les restrictions imposées par le gouvernement et le parti au pouvoir à la liberté d'expression des partis politiques et la liberté de réunion de leurs rivaux. Les membres des ligues de jeunes de plusieurs partis politiques rivaux sont ceux qui ont eu le plus recours à l'intimidation et la violence avant, pendant et après les élections.

Les partis politiques et la participation à la vie politique : Selon la loi, s'ils veulent recevoir des fonds publics pour financer leurs campagnes et participer aux élections législatives et présidentielles de 2015, les partis doivent avoir une base « nationale » (c'est-à-dire présenter une diversité ethnique et régionale) et prouver à l'aide de documents écrits qu'ils ont des membres et des organisations dans toutes les provinces. En novembre, le ministère de l'Intérieur reconnaissait 38 partis politiques. Trois autres – le FNL (Forces Nationales de Libération)-Rwasa, l'UPRONA-Nditije, et l'UPD (Union pour la Paix et le Développement)-Mugwengezo – avaient des membres mais n'étaient pas officiellement reconnus. En 2013, il existait 42 partis politiques agréés, dont la grande majorité était fondée sur la famille, le clan ou la région et représentait des intérêts localisés.

L'engagement accru du ministère de l'Intérieur dans le leadership et la gestion de l'opposition a contribué à l'affaiblissement et à la fracturation des partis politiques. En mars 2013, le parti au pouvoir et l'opposition se sont rencontrés lors d'un atelier organisé par les Nations Unies et ils sont convenus d'une feuille de route et d'un code électoral pour les élections de 2015. Mais, après la réunion, le gouvernement est revenu sur ses engagements, déclarant que la Constitution et la loi ne permettaient qu'aux partis politiques légalement constitués, aux coalitions de partis politiques et aux candidats indépendants de

se présenter aux élections et que les leaders des partis non reconnus et les acteurs politiques non associés à un parti ne pouvaient jouer aucun rôle dans le processus politique. Cette prise de position a effectivement privé les ailes des partis de l'opposition du droit de vote et empêché leurs leaders de préparer des programmes électoraux et de mener campagne pendant les mois précédant les élections de 2015.

Le parti UPRONA, par exemple, était officiellement dirigé par Concilie Nibigira mais la vaste majorité des membres du parti suivait Charles Nditije que le gouvernement ne considérait pas comme le chef du parti. Lorsque l'aile majoritaire de l'UPRONA a tenté de légitimer le leadership de Nditije lors d'une réunion et d'un vote du comité central du parti, le ministère de l'Intérieur a interdit la réunion, disant que le comité central n'avait pas la permission d'utiliser le siège du parti. L'aile du parti reconnue par le gouvernement a expulsé Nditije du parti et il a donc perdu toute possibilité de travailler dans la politique.

Les autorités ont harcelé les membres des partis de l'opposition. Par exemple, en mai, dans la province de Rutana, des agents du SNR ont arrêté trois membres de l'Union pour la paix et le développement-Zigamibanga, un parti d'opposition. Ces trois personnes, qui s'étaient réunies illégalement dans un domicile privé avec un autre ami, auraient été détenues pendant plusieurs jours avant d'être libérées sans être inculpées.

Bien que la Constitution dispose que seule une condamnation par un tribunal peut empêcher un individu qualifié de se présenter à une élection, le gouvernement a interprété les articles 94 et 95 du Code électoral comme interdisant à toute personne ayant une affaire en cours de se présenter à une élection. À la fin de l'année, plusieurs membres de l'opposition se sont trouvés accusés d'une variété de crimes.

Les violences commises par Imbonerakure ont accompagné le durcissement des restrictions contre les partis politiques. Selon AI, des membres d'Imbonerakure « ont intimidé des membres de l'opposition politique, empêché la tenue de réunions politiques et attaqué des membres de l'opposition politique en toute impunité ». Entre janvier et septembre, Imbonerakure a été accusé de 90 crimes graves dont 64 contre des membres de l'opposition. Dans 17 d'entre eux, Imbonerakure a collaboré avec la police et les autorités locales. Dans quatre, les membres d'Imbonerakure impliqués étaient des directeurs d'école, preuve que tous les membres d'Imbonerakure n'étaient pas des jeunes au chômage et que les ingérences politiques allaient jusqu'à l'école. Selon AI, le gouvernement n'a ni enquêté sérieusement sur les allégations de violence ni traduit les responsables en justice.

Par opposition aux restrictions imposées sur les partis de l'opposition, le parti au pouvoir a utilisé des ressources du gouvernement pour ses campagnes et d'autres fins. Par exemple, en août, le CNDD-FDD aurait distribué des cartes du système de santé publique à ses sympathisants dans les campagnes. De plus, il aurait donné des cartes d'identité nationale à des mineurs qui promettaient de voter pour ses candidats et aurait refusé d'enregistrer des électeurs n'appartenant pas au parti.

Participation des femmes et des minorités : La Constitution réserve aux femmes 30 % des sièges à l'Assemblée nationale, au Sénat et au sein des conseils communaux. Il y avait 35 femmes à l'Assemblée nationale qui comptait 106 sièges et 18 au Sénat qui en comptait 41. La Constitution requiert aussi que 30 % des membres nommés au gouvernement soient des femmes et cet objectif a été atteint. Il y avait sept femmes parmi les 21 ministres. De plus, sept femmes siégeaient à la Cour suprême qui compte 25 membres et trois à la Cour constitutionnelle qui compte sept membres.

La Constitution prévoit la représentation des deux principaux groupes ethniques à tous les postes élus et nommés au sein du gouvernement : un maximum de 60 % à la majorité hutu et un minimum de 40 % à la minorité tutsi. Trois sièges de chacune des chambres du Parlement sont réservés au groupe ethnique des Batwa qui représente moins de 1 % de la population.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

La loi prévoit des peines criminelles dans les cas de corruption officielle mais la corruption est restée un problème très grave. Le gouvernement n'a pas appliqué la loi dans son intégralité et certains hauts fonctionnaires se sont livrés à des pratiques corrompues en toute impunité.

Corruption : La majorité du public considérait que la police était corrompue, et la petite corruption de la police était fréquente.

Un tribunal a condamné au moins un responsable du SNR pour abus d'autorité après qu'il a eu facilité l'expédition de 300 kg d'ivoire en Malaisie.

La corruption existait du sein du système judiciaire. Les juges qui ne suivaient pas les instructions politisées ont souvent été punis. Par exemple, le ministre de la Justice aurait transféré des juges tombés en disgrâce dans des districts isolés, loin de leurs familles.

En juin, l'Office burundais des recettes (OBR) est revenu sous contrôle local : il était dirigé par un Irlandais depuis 2010. En 2010, le gouvernement avait limogé le personnel de l'OBR, renforcé les contrôles et confié sa gestion à des étrangers. En conséquence, entre 2010 et 2012 (dernière année pour laquelle on dispose de chiffres) la perception des taxes et impôts avait augmenté de 76 %.

L'Inspection générale de l'État et la Brigade anti-corruption du ministère à la Présidence chargé de la Bonne gouvernance et de la Privatisation sont responsables des enquêtes sur la corruption au sein du gouvernement. Au niveau du système judiciaire, il y a un Procureur général anti-corruption et une Cour anti-corruption. La Brigade anti-corruption est habilitée à mener des enquêtes sur les contrevenants, les arrêter et les référer au Procureur général anti-corruption.

Entre janvier et octobre, la Brigade anti-corruption a enquêté dans 163 affaires. Elle aurait recouvré plus de 292 millions de francs burundais (187 000 dollars É-U) et évité 1,5 milliard de francs burundais (900 000 dollars É-U) de pertes au gouvernement.

Étant donné le grand nombre des dossiers en attente à la Cour anti-corruption et la difficulté d'obtenir des condamnations, dans de nombreux cas, la Brigade anti-corruption a fait respecter la loi en ayant recours à des règlements extrajudiciaires dans lesquels l'État acceptait de ne pas mener de poursuites si le fonctionnaire délinquant acceptait de rembourser l'argent volé. Le gouvernement a exercé son pouvoir de geler et saisir les biens et les actifs bancaires des fonctionnaires pour les obliger à rembourser, mais dans la plupart des cas les responsables corrompus ont été autorisés à garder leur poste.

Divulgarion de renseignements financiers : La loi exige que les élus et les hauts responsables nommés divulguent leur situation financière une fois tous les cinq ans, mais pas publiquement. Le président, les deux vice-présidents et les ministres sont obligés de révéler leur patrimoine lorsqu'ils prennent leurs fonctions. Aucun autre officiel n'était assujéti à cette nécessité. Aucun document ne fait état de telles déclarations et aucune peine n'est prévue par la loi en cas de non-déclaration.

Accès du public à l'information : La loi ne prévoit pas l'accès du public aux informations détenues par le gouvernement.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur des violations présumées des droits de l'homme

Les groupes nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme ont, en général, fonctionné sans que les autorités ne restreignent leurs activités et ils ont mené des enquêtes et publié leurs conclusions sur des cas relatifs aux droits de l'homme. Les responsables gouvernementaux ne se sont cependant pas toujours montrés coopératifs et à l'écoute de leurs points de vue.

Les groupes de défense des droits de l'homme ont continué de diriger et de publier des bulletins d'information concernant les violations des droits de l'homme et de participer à des réunions parrainées par le gouvernement et les organisations internationales. Toutefois, certaines ONG nationales de défense des droits de l'homme ont signalé qu'elles faisaient l'objet d'intimidation et de harcèlement par des responsables du gouvernement.

Par exemple, le 15 mai, les forces de sécurité ont arrêté Pierre-Claver Mbonimpa, président de l'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues, après qu'il a présenté à la radio des allégations selon lesquelles de jeunes Burundais recevaient des armes et une formation aux armes en RDC. Les autorités ont accusé Mbonimpa de mettre en danger la sécurité de l'État et d'utiliser de faux papiers. À plusieurs reprises, l'avocat de Mbonimpa a demandé que son client soit libéré pour cause de mauvaise santé mais le tribunal a rejeté ses demandes. Lorsque Mbonimpa est tombé gravement malade et a été transféré à l'hôpital à la fin août, le tribunal a ordonné son évaluation médicale. Le 29 septembre, Mbonimpa a été libéré à titre provisoire pour raisons médicales mais il a été obligé de rester au Burundi en attendant son procès. Le gouvernement n'a pas diligenté d'enquête sur les allégations portant sur l'armement et la formation des jeunes Burundais.

Pendant l'année, des ONG locales ont rapporté que le gouvernement créait de nouvelles organisations de la société civile pour les concurrencer. Les organisations alignées sur le gouvernement formulaient leurs messages de manière à brouiller ou édulcorer les objectifs et le travail des organisations indépendantes. Par exemple, une association de défense des droits de l'homme liée au gouvernement a identifié la surpopulation due aux viols comme un de ses grands domaines de travail.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : Le bureau de l'Ombudsman, qui surveillait les conditions carcérales, était généralement considéré par les ONG locales et leurs partenaires internationaux comme étant impartial et efficace.

La Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH), organe quasi-gouvernemental chargé d'enquêter sur les violations des droits de l'homme, a exercé son pouvoir de convoquer de hauts responsables, de réclamer

des informations et d'exiger des mesures correctives. La CNIDH, qui a aussi suivi les mesures prises par le gouvernement, ne peut pas présenter ses conclusions au public. Dans l'ensemble, les partenaires locaux et internationaux ont estimé que la commission était indépendante et efficace.

Les comités de défense des droits de l'homme de l'Assemblée nationale et du Sénat ont travaillé sur un certain nombre de questions, y compris celles des droits de l'homme, de la législation relative à la traite des personnes et d'autres questions administratives.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

La Constitution prévoit l'égalité devant la loi et la protection de tous les citoyens sans distinction de race, de langue, de religion, de sexe ou d'origine ethnique, mais la loi ne mentionne pas spécifiquement les distinctions fondées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Le gouvernement n'a pas fait respecter la loi dans de nombreux cas.

Condition féminine

Viol et violence domestique : La loi interdit le viol, y compris le viol par un conjoint, qui est punissable de peines pouvant aller jusqu'à 30 ans de prison. La loi interdit la violence conjugale, qui est punissable d'amendes et de peines de trois à cinq ans de prison. Le gouvernement n'a pas fait respecter la loi uniformément, et le viol ainsi que d'autres formes de violence conjugale et sexuelle ont continué à poser de graves problèmes.

Le Centre Seruka, une clinique pour les victimes de viol, a fait état d'une moyenne de 135 nouveaux cas de viol par mois de janvier à septembre. Sur ces cas, 68 % des victimes étaient des mineures et 17 % des enfants de moins de 5 ans. Le Centre Seruka a également signalé que 30 % de ses clientes avaient porté plainte et que 70 % d'entre elles connaissaient leurs agresseurs.

La brigade des mœurs de la police nationale est chargée des enquêtes sur les cas de violence sexuelle et de viol, ainsi que sur la traite des filles et des femmes.

De nombreuses femmes ont hésité à porter plainte pour viol pour des raisons culturelles, par peur de représailles. Les hommes abandonnaient souvent leur femme après un viol, et les victimes de viol étaient ostracisées par leurs familles et leurs communautés. La police et les magistrats ont parfois obligé les victimes de viol à fournir de la nourriture et à payer les coûts d'incarcération de ceux qu'elles avaient accusés.

Le gouvernement, avec le soutien financier d'ONG internationales et de l'ONU, a continué de mener dans tout le pays des actions de formation de sensibilisation civique sur la violence conjugale et sexiste, ainsi que sur le rôle d'assistance de la police. Ces formations étaient destinées notamment aux policiers, aux administrateurs locaux et aux organisateurs d'associations communautaires.

Des organisations de la société civile ont travaillé à surmonter la flétrissure sociale du viol afin d'aider les victimes à réintégrer les familles qui les avaient rejetées. Elles ont également encouragé des victimes de viol à porter plainte en justice et à obtenir des soins médicaux. Les Centres Seruka et Nturengaho ont offert asile et conseils aux victimes de viol et de violence domestique. Plusieurs ONG internationales ont offert des soins médicaux gratuits, surtout en milieu urbain.

Mutilations génitales féminines/excisions (MGF/E) : La loi n'interdit pas les MGF/E, mais elles sont pratiquement inconnues dans le pays.

Harcèlement sexuel : La loi interdit le harcèlement sexuel, y compris le recours à des menaces de violence physique ou à des pressions psychologiques pour obtenir des faveurs sexuelles. Les peines pour harcèlement sexuel peuvent aller d'une amende à des condamnations d'un mois à deux ans de prison. La peine est doublée si la victime est âgée de moins de 18 ans. Toutefois, le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'application de la loi. Des cas de harcèlement sexuel ont été signalés, mais on ne disposait pas de données sur sa fréquence ou son ampleur.

Droits génésiques : Le gouvernement a reconnu le droit des couples et des individus de décider librement et de façon responsable du nombre, de l'espacement et de l'échelonnement de leurs enfants, et de disposer des informations et des moyens de le faire sans discrimination, coercition ou violence. Pour des raisons culturelles, le mari a souvent pris la décision finale en matière de contrôle des naissances. Les dispensaires et les ONG de santé locales étaient autorisés à communiquer librement des informations sur la planification familiale sous l'égide du ministère de la Santé publique. Le gouvernement a fourni des services d'accouchement gratuits, mais le manque de médecins a contraint la plupart des femmes à recourir à des infirmières ou à des sages-femmes pour accoucher ainsi que pour les soins prénatals et postnatals, sauf dans les cas de complications médicales graves pour la mère ou l'enfant. Selon l'Enquête démographique et de Santé de 2010, des sages-femmes compétentes étaient présentes à 60 % des naissances. Selon le Fonds des Nations Unies pour la Population, en 2013, le taux de mortalité maternelle était

de 740 pour 100 000 naissances vivantes. Le facteur principal qui a eu une incidence sur la mortalité maternelle était le manque de soins adéquats.

L'accès aux contraceptifs n'était pas limité, mais le taux d'utilisation de contraceptifs était estimé à 22 % seulement. Selon une enquête de 2009, ce taux peu élevé est dû à l'opposition des hommes ou à leur manque de participation à la planification familiale, au manque de communication entre les partenaires sur la planification familiale, au faible pouvoir de décision des femmes quant aux questions relatives à la santé génésique, à l'absence de contraceptifs dans les dispensaires affiliés à des religions et à la méfiance sociétale au sujet de la planification familiale et des méthodes contraceptives modernes. Les hommes et les femmes avaient un accès égal au diagnostic et au traitement des infections sexuellement transmissibles, notamment le VIH.

Discrimination : En dépit de protections constitutionnelles, les femmes ont continué à être victimes de discrimination juridique, économique et sociétale et elles ont souvent été victimes de pratiques discriminatoires en matière de droit successoral et de droit relatif aux biens matrimoniaux. Le ministère de la Solidarité nationale, des Droits de la personne humaine et du Genre est responsable de la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes.

La loi stipule que les femmes et les hommes doivent recevoir un salaire égal pour un travail égal, mais ce n'était pas le cas (voir section 7.d). Certaines entreprises n'ont pas versé le salaire des femmes durant leur congé de maternité et d'autres ont refusé de fournir une assurance maladie à leurs employées mariées. Il était peu probable que les femmes occupent des postes de cadre moyen ou supérieur au travail alors même qu'elles possèdent des entreprises, surtout à Bujumbura.

Enfants

Enregistrement des naissances : La Constitution stipule que la nationalité s'acquiert par filiation. Les pouvoirs publics enregistrent gratuitement la naissance de tous les enfants si l'enregistrement est effectué quelques jours après la naissance. Les autorités imposent des amendes aux parents qui n'enregistrent pas une naissance dans les délais prescrits. Un enfant non enregistré n'aura pas droit à certains services publics, comme l'enseignement public gratuit et les soins médicaux gratuits pour les enfants de moins de cinq ans.

Éducation : L'éducation était gratuite, obligatoire et universelle jusqu'à la fin du secondaire, mais les écoliers devaient payer l'achat des livres et des uniformes.

Maltraitance des enfants : La loi interdit la maltraitance des enfants ou les violences à leur rencontre, ces pratiques étant passibles d'amendes et de peines de trois à cinq ans de prison ; néanmoins, la maltraitance des enfants était un problème courant. Le viol des mineurs est punissable de 10 à 30 ans de réclusion. Pendant l'année, les hôpitaux locaux, les ONG et les associations locales de défense des droits de l'homme ont signalé un nombre particulièrement élevé de cas de viols et de violences sexuelles à l'encontre d'enfants dans les communes de Rumonge, Burambi et Buyengero dans la province de Bururi ; plusieurs cas de viols d'enfants ont aussi été signalés dans les provinces de Ngozi, Muyinga, Bujumbura et Bujumbura Rurale, bien qu'on ne dispose pas de chiffres précis. Selon le Centre Seruka, 96 % des victimes de viol reçues dans cet établissement pendant l'année étaient de sexe féminin et l'âge moyen des victimes était 15 ans. Le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme a indiqué que de nombreux viols de mineurs s'expliquaient par la croyance du violeur qu'il serait ainsi protégé ou guéri des maladies sexuellement transmises, notamment du VIH-sida.

Mariage précoce ou forcé : L'âge légal pour le mariage est fixé à 18 ans pour les femmes et à 21 ans pour les hommes. Aucun chiffre sur le nombre de mariages précoces n'était disponible. Les mariages forcés sont illégaux et étaient rares mais il y en aurait eu des cas dans les régions méridionales, plus fortement musulmanes. Le ministère de l'Intérieur a poursuivi son action pour tenter de convaincre les imams de ne pas célébrer des mariages illégaux.

Mutilations génitales féminines/excisions (MGF/E) : La loi n'interdit pas les MGF/E, mais elles sont pratiquement inconnues dans le pays.

Autres pratiques traditionnelles néfastes : La pratique traditionnelle de l'ablation de la lchette (l'excroissance de chair qui pend à l'entrée de la gorge) des nouveau-nés a continué de provoquer de nombreuses infections et décès chez les bébés.

Des personnes atteintes d'albinisme, en particulier des enfants, ont parfois été attaquées pour le prélèvement de certaines parties de leur corps, utilisées à des fins rituelles. La plupart des auteurs de ces crimes étaient des ressortissants d'autres pays qui venaient pour tuer leurs victimes et quittaient ensuite le pays avec les parties du corps des albinos, ce qui entrave les efforts des autorités pour arrêter les coupables. Selon Nathalie Muco, présidente de l'Association Femmes Albinos Espoir, les personnes atteintes d'albinisme n'étaient pas acceptées par la société et étaient souvent au chômage et seules. Les femmes albinos étaient souvent « chassées hors de leurs familles parce qu'elles avaient la réputation d'être mauvaises ». Il n'y avait pas de programme du gouvernement visant à aider ces personnes.

Exploitation sexuelle des enfants : L'âge minimum pour les rapports sexuels consentis est fixé à 18 ans. Les peines pour l'exploitation sexuelle commerciale des enfants sont de cinq à dix ans de réclusion et des amendes de 20 000 à 50 000 francs burundais (12,80 à 32 dollars É-U). La loi punit la pornographie juvénile, qui est passible d'amendes et de trois à cinq ans de réclusion. Il n'y a pas eu de poursuites judiciaires au cours de l'année.

S'il existe peu de preuves de prostitution d'enfants à grande échelle, des femmes plus âgées ont offert à des jeunes filles vulnérables le gîte et le couvert, soi-disant par altruisme, et dans certains cas elles les ont obligées à se prostituer pour payer leurs frais de subsistance. Des maisons de passe étaient situées dans des quartiers plus pauvres de Bujumbura, ainsi que le long du lac et des routes fréquentées par les poids lourds. Des membres de la famille élargie ont parfois profité financièrement aussi de la prostitution de jeunes proches habitant avec eux. Des entrepreneurs ont recruté des filles de leur région pour les livrer à la prostitution à Bujumbura et dans des pays voisins.

Au début de l'année, des membres du personnel du Centre Seruka ont identifié une maison près du terminus d'autobus de Bujumbura comme un point de la traite de jeunes filles venant de zones rurales. Ils l'ont signalée à la police et, comme c'est la coutume dans le pays, ils y ont conduit la police à des fins d'observation. Lorsque la police a été prête à intervenir, elle a demandé à être transportée sur les lieux. Le Centre Seruka, qui ne peut pas participer activement à des opérations de police, a refusé de le faire : la police n'a pris aucune mesure contre les trafiquants présumés.

Le pays était une destination de tourisme sexuel infantile. Bien que l'on n'en ait pas signalé d'exemples pendant l'année, des rapports d'années précédentes faisaient état de touristes masculins du Moyen Orient qui exploitaient les jeunes prostituées locales, avant tout dans les quartiers huppés nouvellement construits.

Enfants déplacés : Des milliers d'enfants vivaient dans la rue dans les trois plus grandes villes du pays – Bujumbura, Gitega, et Ngozi. Un grand nombre d'entre eux étaient des orphelins du VIH-sida. Le gouvernement fournissait à ces enfants un soutien pédagogique minimal et comptait sur les ONG pour leur fournir des services de base comme des soins médicaux ou un soutien économique.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le pays n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

Antisémitisme

On ne dispose pas d'estimations sur la taille de la communauté juive. Aucun acte d'antisémitisme n'a été signalé.

Traite des personnes

Voir le Rapport annuel du département d'État sur la traite des personnes, disponible à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt.

Personnes handicapées

La Constitution interdit la discrimination à l'égard des personnes atteintes de handicaps physiques, mentaux, sensoriels ou intellectuels. Néanmoins, le gouvernement n'a ni promu ni protégé les droits des personnes handicapées pour ce qui est de l'emploi, de l'éducation ou de l'accès aux soins de santé (voir la section 7.d) ; la loi ne traite pas la question du transport par avion ou par tout autre moyen. Bien que les personnes handicapées puissent recevoir des services de santé gratuits par l'intermédiaire des programmes sociaux visant les groupes vulnérables, cette possibilité n'était pas bien connue et ces prestations n'étaient pas souvent fournies. La pratique fréquente des employeurs d'exiger un certificat médical du ministère de la Santé publique a parfois entraîné de la discrimination à l'encontre des personnes handicapées.

Le ministère de la Solidarité nationale, des Droits de la personne humaine et du Genre coordonne l'assistance et défend les droits des personnes handicapées. Le gouvernement n'a pas promulgué de lois ni imposé de mesures garantissant l'accès des personnes handicapées aux bâtiments, à l'information ou aux services publics. Il a apporté une aide à un centre de rééducation physique à Gitega et à un centre de réinsertion sociale et professionnelle à Ngozi pour aider les personnes atteintes de handicaps physiques.

Peuples autochtones

Le pays compte environ 80 000 Batwa, l'ethnie originelle du pays dont les membres vivent de la chasse et de la cueillette, qui représente moins d'un pour cent de la population. Dans l'ensemble, ils étaient marginalisés économiquement, politiquement et socialement. Le manque d'éducation, de travail et de terres étaient leurs principaux problèmes. Les administrations locales sont légalement tenues de fournir gratuitement des livres scolaires et des soins de santé à tous les enfants Batwa, et un peu moins d'un hectare de terrain à chaque famille (ce qui est la superficie moyenne d'une ferme dans ce pays).

Dans l'ensemble, elles ont respecté ces obligations. La Constitution stipule qu'il doit y avoir trois membres cooptés de l'ethnie Batwa dans chaque chambre du parlement. Toutefois, après les élections de 2010, selon certaines allégations l'un des trois sièges réservés aux Batwa au Sénat était occupé par un membre d'une autre ethnie. En 2013, la Cour constitutionnelle a confirmé que le sénateur qui occupait le troisième siège était bien un Batwa, mais d'autres Batwa ont continué d'affirmer que c'était un Hutu.

Actes de violence, discrimination et autres abus fondés sur l'orientation et l'identité sexuelle

La loi criminalise les actes sexuels entre personnes du même sexe qui sont punissables de peines allant d'une amende à l'emprisonnement de trois mois à deux ans. Depuis sa promulgation en 2009, elle n'a cependant pas été appliquée.

Le Centre Remuruka à Bujumbura offre des services d'urgence à la communauté LGBT. Le gouvernement n'a ni appuyé ni gêné les activités des organisations LGBT locales ou celles du centre.

En septembre, un employé vietnamien de la compagnie de téléphone Viettel a été surpris dans une relation sexuelle avec un Burundais dans la province de Karuzi. Le Burundais a affirmé que l'acte n'était pas consensuel et le Vietnamien a été arrêté. Les autorités ont abandonné l'affaire trois jours plus tard, faute de preuves.

La flétrissure sociale du VIH et du sida

La Constitution déclare spécifiquement que nul ne peut faire l'objet de discrimination du fait d'être porteur du VIH-sida ou de toute autre maladie « incurable ». Il n'a pas été fait état de cas de violence ou de discrimination sociale à l'encontre de personnes vivant avec le VIH-sida.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La loi prévoit le droit des travailleurs de fonder des syndicats indépendants et d'y adhérer. Un syndicat doit avoir au moins 50 membres. La plupart des fonctionnaires peuvent être syndiqués, mais ils doivent s'inscrire auprès du ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale. Les policiers, les membres des forces armées, les employés du secteur public, les étrangers travaillant dans le secteur public et les magistrats n'ont pas le droit de

fonder des syndicats ou d'y adhérer. Les travailleurs de moins de 18 ans doivent avoir la permission de leurs parents ou de leurs tuteurs pour adhérer à un syndicat.

La loi donne aux travailleurs un droit de grève conditionnel strictement encadré. Elle interdit les grèves de solidarité. Les parties doivent avoir épuisé tous les autres moyens de résolution (dialogue, conciliation, arbitrage, etc.) avant de faire grève. Les négociations soumis à la médiation d'une partie mutuellement convenue ou du gouvernement doivent se poursuivre pendant la grève et les travailleurs ayant l'intention de faire grève doivent donner un préavis de six jours à leur employeur et au ministère du Travail. Celui-ci doit déterminer si toutes les conditions autorisant une grève ont été remplies et il a le pouvoir d'opposer son veto à toutes les grèves. La loi donne aux autorités un pouvoir de réquisition en cas de grève, et interdit les représailles contre les travailleurs participant à une grève légale.

La loi reconnaît aussi le droit de mener des négociations collectives, mais celles-ci ne peuvent pas porter sur les salaires dans le secteur public, qui sont établis en fonction d'échelles fixes après consultation avec les syndicats. La loi interdit la discrimination à l'encontre des syndicats. Elle ne prévoit pas spécifiquement la réintégration des travailleurs licenciés pour leurs activités syndicales.

Le gouvernement n'a pas appliqué de manière efficace les lois en vigueur. Les ressources nécessaires aux inspections et aux actions de médiation étaient inadéquates, et les amendes – qui allaient de 5 000 à 20 000 francs burundais (3,20 à 12,80 dollars É-U) – n'étaient pas suffisantes pour prévenir les violations. Les procédures administratives et judiciaires étaient soumises à de longs retards et appels.

Le gouvernement a imposé des restrictions excessives à la liberté d'association et au droit de mener des négociations collectives, et il s'est parfois immiscé dans les activités des syndicats.

La plupart des syndicats étaient des syndicats de fonctionnaires, et pratiquement aucun employé du secteur privé n'était syndiqué. La plupart des salariés étant des fonctionnaires, des entités gouvernementales participaient à presque toutes les étapes des négociations concernant le travail. Les principaux groupements de syndicats représentaient les intérêts des travailleurs pendant les négociations collectives, en coopération avec des syndicats individuels.

La plupart des employés travaillaient dans le secteur informel non réglementé et n'étaient protégés par aucune loi à l'exception de celle portant sur le salaire

minimum. Selon la Confédération des Syndicats du Burundi (COSYBU), pratiquement aucun travailleur du secteur informel n'avait de contrat de travail écrit.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit la plupart des formes de travail forcé ou obligatoire, y compris celui des enfants. Le gouvernement n'a pas appliqué de manière efficace les lois en vigueur. Les ressources nécessaires aux inspections et aux actions de médiation étaient inadéquates et le code pénal ne spécifiait aucune peine. Les inspecteurs du travail étaient habilités à imposer des amendes à leur gré.

Des enfants et de jeunes adultes ont été contraints au travail forcé dans des plantations ou de petites fermes dans le sud, pour faire de petits travaux subalternes dans les mines d'or de Cibitoke, le ramassage des galets dans les rivières pour la construction de bâtiments à Bujumbura ou pour travailler dans le commerce informel dans les rues des plus grandes villes (voir la section 7.c).

Les autorités ont encouragé la population à participer à des travaux communautaires tous les samedis matins et ont imposé des restrictions concernant les déplacements des Burundais entre 8h30 et 10h30.

Voir aussi le Rapport du Département d'État sur la traite des personnes, disponible à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

c. Interdiction du travail des enfants et âge d'admission à l'emploi

La loi dispose que les entreprises ne sont pas autorisées à employer des enfants de moins de 16 ans, hormis les exceptions autorisées par le ministère du Travail. Parmi celles-ci, on compte des travaux légers ou l'apprentissage, sous réserve qu'ils ne soient pas nuisibles à la santé ou au développement normal des enfants, ni de nature à porter préjudice à leurs études. Le ministre du Travail peut autoriser le travail d'enfants d'au moins 12 ans dans l'accomplissement de « travaux légers » comme la vente de journaux, la garde du bétail ou la préparation de nourriture. L'âge légal pour la plupart des types de travaux « non dangereux » varie de 16 à 18 ans. La loi interdit le travail de nuit des enfants et stipule qu'ils ne peuvent pas travailler plus de 40 heures par semaine. La loi ne fait pas de distinction entre le secteur formel et le secteur informel.

Le ministère du Travail est chargé d'assurer l'application des lois relatives au travail des enfants et disposait de nombreux instruments à cette fin, y compris des sanctions pénales, des amendes et des ordonnances judiciaires. Néanmoins, l'État n'a pas assuré l'application efficace de la législation sur le travail des

enfants. En raison du manque d'inspecteurs et de moyens, comme le carburant pour les véhicules, le ministère n'a fait respecter la loi que lorsqu'une plainte a été déposée. En cas de violations, les amendes allaient de 5 000 à 20 000 francs burundais (3,20 à 12,80 dollars É-U), un montant insuffisant pour prévenir les violations. Pendant l'année, les autorités n'ont fait état d'aucun cas de travail des enfants dans le secteur formel et elles n'ont pas mené d'enquêtes sur le travail des enfants.

Étant donné l'extrême pauvreté, le travail des enfants était une nécessité économique pour de nombreuses familles et il a continué à constituer un problème. En milieu rural, des enfants de moins de 16 ans faisaient régulièrement de lourds travaux manuels pendant la journée durant l'année scolaire, surtout dans le secteur agricole. Les enfants travaillant dans l'agriculture pouvaient être obligés de porter de lourdes charges et d'utiliser des machines et des outils qui pouvaient être dangereux. Ils gardaient aussi les bovins et les chèvres, ce qui les exposait à de dures conditions météorologiques et les faisait travailler avec de gros animaux ou des animaux dangereux. De nombreux enfants travaillaient dans le secteur informel, comme des entreprises familiales, la vente dans la rue et de petites briqueteries.

En milieu urbain, les enfants travaillant comme domestiques étaient souvent isolés du public et certains étaient logés et nourris au lieu de toucher un salaire pour leur travail. Certains employeurs trouvaient le moyen de ne pas payer le salaire des enfants qu'ils employaient comme domestiques en les accusant d'activité criminelle et des enfants ont parfois été emprisonnés suite à de fausses accusations. Les enfants travaillant comme domestiques pouvaient être obligés de travailler pendant de nombreuses heures et leurs employeurs pouvaient les exploiter physiquement.

Voir aussi le rapport du département du Travail sur *les pires formes de travail des enfants* à www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/findings/.

d. Discrimination en matière d'emploi ou d'occupation

La Constitution dispose que les travailleurs ont le droit à un travail digne et qu'à travail égal, le salaire doit être égal. Elle n'interdit pas spécifiquement la discrimination à l'encontre d'un groupe précis mais elle prévoit l'égalité des droits. La plus grande partie de l'activité économique se situe dans le secteur informel qui, en général, n'offre pas de protection. Selon certains, l'appartenance à un parti au pouvoir était un préalable à l'emploi dans le secteur public et privé formel.

d. Conditions de travail acceptables

À Bujumbura, le salaire minimum du marché pour les travailleurs non qualifiés était de 2 500 francs burundais (1,60 dollar É-U) par jour. Par le passé, le gouvernement établissait le salaire minimum, mais pendant l'année, le salaire minimum a été déterminé par les forces du marché. Dans le reste du pays, le salaire minimum était de 1 000 francs burundais (0,65 dollar É-U) par jour, le déjeuner étant fourni en plus. Selon le gouvernement, 62 % de la population vivait au-dessous du seuil de la pauvreté défini par la Banque mondiale comme étant l'équivalent de 0,50 dollar É-U par jour en milieu urbain et 0,38 dollar É-U par jour en milieu rural. Plus de 90 % de la population travaillait dans l'économie informelle. Les salaires dans le secteur informel étaient en moyenne de 2 500 à 3 000 francs burundais par jour (1,60 à 1,95 dollar É-U) à Bujumbura et de 1 000 à 1 500 francs burundais par jour (0,65 à 0,98 dollar É-U) dans le reste du pays. Le Code du travail fixe la durée du travail à huit heures par jour et quarante heures par semaine, avec de nombreuses exceptions, comme dans le domaine de la sécurité nationale, du gardiennage résidentiel et des transports routiers. Une majoration doit être payée pour les heures supplémentaires : 35 % pour les deux premières heures et 60 % ensuite. La prime de salaire pour le travail pendant les week-ends et les jours fériés est de 200 %. Il n'y a pas de texte législatif régissant les heures supplémentaires obligatoires. Les pauses comprennent 30 minutes pour le déjeuner. Les travailleurs étrangers ou migrants sont soumis au même régime que les Burundais.

Le code du travail édicte des normes de santé et de sécurité qui prescrivent la sûreté des lieux de travail. Mais dans de nombreux nouveaux bâtiments en construction à Bujumbura, les travailleurs ne portent pas de vêtements de protection, comme des chaussures fermées, et les échafaudages sont en perches de bois et en planches de taille et de largeur irrégulières.

Au sein du ministère du Travail, l'Inspection du travail est chargée de faire respecter les lois concernant le salaire minimum et les heures de travail ainsi que les normes relatives à la sécurité et à la santé. En cas de violations, les amendes allaient de 5 000 à 20 000 francs burundais (3,20 à 12,80 dollars É-U). Le gouvernement n'a pas fait appliquer ces lois de manière efficace. En raison du manque d'inspecteurs et de moyens, comme le carburant pour les véhicules, le ministère n'a fait des enquêtes sur d'éventuelles violations uniquement que lorsqu'une plainte avait été déposée.

En général, les employés ne se plaignaient pas car ils ne voulaient pas perdre leur emploi. Bien que le milieu du travail ne soit souvent pas conforme aux normes relatives à la sécurité et à la santé, on n'a pas d'exemple de plaintes contre des employeurs pour violation des normes relatives à la sécurité et à la

santé ni de plaintes en la matière déposées au ministère pendant l'année. On ne disposait pas de données sur les accidents du travail mortels. Les travailleurs étaient autorisés à quitter le lieu de travail en cas de danger imminent sans craindre de sanctions.